

HARVEY, Fernand, *Le mouvement ouvrier au Québec*.
Montréal, Éditions du Boréal Express, 1980. 330 p. \$8.95.

Jacques Rouillard

Volume 34, numéro 3, décembre 1980

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/303888ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/303888ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Rouillard, J. (1980). Compte rendu de [HARVEY, Fernand, *Le mouvement ouvrier au Québec*. Montréal, Éditions du Boréal Express, 1980. 330 p. \$8.95.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 34(3), 452–453.
<https://doi.org/10.7202/303888ar>

HARVEY, Fernand, *Le mouvement ouvrier au Québec*. Montréal, Éditions du Boréal Express, 1980. 330 p. \$8.95

Fernand Harvey, dans cette seconde édition du recueil de textes sur le mouvement ouvrier québécois, a choisi — et c'est heureux — de réaménager le volume pour ne garder que deux des textes de l'édition originale et ajouter sept autres contributions nouvelles. Comme il le fait remarquer en introduction, la recherche en histoire ouvrière a beaucoup progressé depuis quelques années, de sorte qu'il devenait impérieux de faire un nouveau choix de textes.

Harvey a aussi complètement revu son introduction qui est devenue un long bilan de l'historiographie des travailleurs québécois. Ce bilan est plus qu'un compte rendu critique d'ouvrages sur le mouvement ouvrier; l'auteur établit un lien entre la production historique et l'évolution de la société québécoise. Cet excellent essai suggère des explications intéressantes sur l'orientation de l'historiographie. Selon Harvey, l'histoire des travailleurs est apparue très tard puisque les historiens attribuaient l'initiative historique non à la classe ouvrière, mais bien plutôt à la bourgeoisie (p. 10). Cette même explication, soutient-il, vaut pour les historiens des années 1950 et 1960: au-delà de leur opposition sur la question nationale, ils se rejoignent pour faire de la bourgeoisie «le moteur de l'histoire» (p. 12). L'émergence des études sur l'histoire des travailleurs depuis 1970 s'expliquerait par l'industrialisation et la modernisation du Québec d'après-guerre, par l'influence de courants idéologiques (*Annales*, École de sociologie de Laval, marxisme) et par une nouvelle conjoncture sociale qui inciterait «à une représentation *conflictuelle* des rapports sociaux» (p. 13-15). Ces explications sont sans doute valables, mais on pourrait ajouter que ces années coïncident avec un renouveau d'intérêt pour l'histoire des travailleurs dans plusieurs pays occidentaux. Je pense au *Mouvement social* en France, et à Thompson et Gutman qui font école en Angleterre et aux États-Unis. Ici même, la fondation de la revue *Labour/Le Travailleur* témoigne de la vigueur de ce courant historiographique au Canada anglais.

Quant au choix de textes du recueil, Harvey a su faire une heureuse sélection. Il a retenu pour le XIXe siècle son propre texte sur les Chevaliers du travail et celui de Margaret Heap sur «la grève des charretiers de Montréal en 1864». Harvey comblait une grave lacune en rédigeant cette synthèse sur un mouvement qui n'a pas encore reçu assez d'attention. On a souvent fait état du succès des Chevaliers au Québec, mais il ne faudrait pas oublier que l'Ontario comptait en 1886 cinq fois plus d'assemblées; leur persistance me semble dépendre plus qu'autre chose du retard des syndicats internationaux à se répandre dans la province.

Sur le début du XXe siècle, le recueil contient deux textes, l'un de Robert Babcock sur les difficultés de pénétration du syndicalisme international au Québec, et un autre, de moi-même, sur l'action politique

ouvrière. Il m'apparaît ici que le texte de Louis Maheu sur la naissance du syndicalisme catholique aurait pu figurer à nouveau dans le recueil. Cet article comporte une analyse fine et une interprétation juste des origines du syndicalisme catholique. Il est heureux par contre qu'un article de Babcock ait été traduit et inclus dans le recueil. Il pourra inciter le lecteur à lire son intéressant ouvrage: *Gompers in Canada: A Study in American Continentalism Before the First War*.

Deux autres textes, plus analytiques, s'ajoutent au recueil, celui de J. Dofny et P. Bernard sur «l'évolution historique du syndicalisme au Québec», et celui de Louis-Marie Tremblay sur «l'influence extragène en matière de direction syndicale au Canada». Les deux textes situent adéquatement les grandes orientations du mouvement syndical québécois. Dofny et Bernard avancent une hypothèse intéressante, celle du «privilege du retard historique», pour expliquer la croissance phénoménale des effectifs de la CTCC dans les années 1930 (p. 154). En se souciant peu des frontières entre métiers, la CTCC a pu ainsi syndiquer sans problème les travailleurs de la grande industrie.

Les trois dernières contributions appartiennent à Hélène David et à Jean Boivin. Le survol de H. David sur le syndicalisme depuis la dernière guerre s'imposait dans le recueil. Par contre, son texte sur la grève de l'amiante («La grève et le bon Dieu») donne à ce conflit une signification qu'il ne possédait pas. Le soutien de l'Église aux syndicats catholiques en grève ne date pas de 1949: il a été constant depuis la fondation de la centrale (grèves importantes de 1926 et 1937 par exemple). La grève ne constitue pas non plus «l'émancipation de l'État de la tutelle idéologique de l'Église» (p. 182-183). Quand on connaît les difficiles relations entre l'Église et l'État sous les administrations Gouin et Taschereau, l'affirmation a de quoi faire sourire. Le texte repose sur deux postulats inexacts: il identifie classe ouvrière et syndicalisme catholique, alors que les syndicats internationaux ont toujours été majoritaires dans la province; et il fait débiter l'industrialisation du Québec en 1945, alors que les travailleurs subissaient depuis fort longtemps, dès le milieu du XIXe siècle, les effets de la révolution industrielle. Les belles explications flattent toujours l'esprit; elles ne vont malheureusement pas plus loin si elles ne reposent pas sur une solide documentation.

Quand on compare les textes de la première édition du recueil à ceux-ci, on mesure les progrès faits par l'histoire des travailleurs au Québec. Mais il reste une longue route avant que leur histoire ne fasse partie de notre conscience collective. Les études de spécialistes ne suffisent pas; elles doivent être reprises et trouver leur chemin dans des films, des ouvrages de vulgarisation et les programmes d'études.